

Conférence de l'économiste François Morin

Noir, c'est noir!

Que faire pour éviter la prochaine crise financière?

PAR GÉRARD KARAS

Professeur de sciences économiques à l'Université Toulouse I et ancien membre du Conseil général de la Banque de France, François Morin a dressé un constat particulièrement sombre lors d'une conférence hier à Luxembourg à l'initiative d'Étika et d'Attrac Luxembourg.

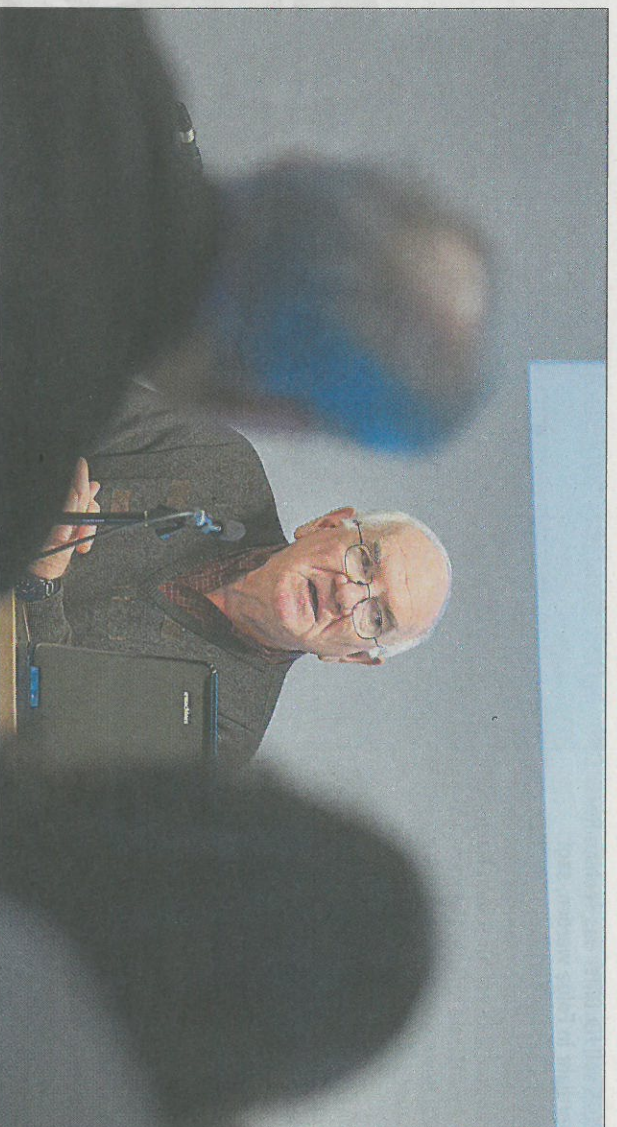
Est-on sorti de la crise financière de 2008? Non! Le risque de voir une nouvelle crise financière majeure existe-t-il? Oui! Est-ce que des mesures peuvent être prises pour l'éviter? Oui! Les autorités publiques les prennent-elles en compte? Non!

La libéralisation des marchés des changes en 1971, la libéralisation du marché obligataire avec les taux d'intérêt variables en 1980, les couvertures de risques avec les marchés des produits dérivés et la libéralisation des mouvements de capitaux avec la globalisation des marchés financiers au milieu des années 1990, ont conduit le monde financier au bord du précipice en 2008. En 2013, alors que le PIB mondial est de 73,5 T\$ (Terra Dollar: 1 T\$ est égal à 1.000 milliards de dollars), que la dette publique mondiale est de 51,8 T\$, les 28 banques systémiques mondiales - huit banques américaines, 16 européennes et quatre asiatiques - disposent de 710,2 T\$ de produits dérivés.

Plus aucune marge

«La globalisation des marchés monétaires et financiers, le rôle dévastateur des CDS (Credit Default Swap) qui spéculent sur l'événement de possibles défaillances, l'interconnexion permanente des salles de marché des plus grandes banques et les relations de dépendance réciproque des grandes banques et des États à travers les dettes publiques, participent à la probabilité d'une crise financière mondiale», explique François Morin. Il suffit qu'une seule de ces banques connaisse un problème de liquidité pour que l'effet domino qui sensurait jette toute l'économie mondiale par terre du jour au lendemain.

D'autre part, suite aux recapitalisations massives des banques (4.505 milliards d'euros entre 2008 et 2011 seulement en Europe), le soutien à l'activité économique et le rôle des stabilisateurs automatiques (tels que les moindres recettes fiscales et l'augmentation des dépenses publiques), les États se sont endettés et ne disposent plus de la marge nécessaire pour affronter une nouvelle crise financière. Les dettes publiques



Pour le professeur Morin, les États ont perdu toute flexibilité financière de faire face au défaut d'une banque systémique ou à un bank run.

pendance réciproque des grandes banques et des États à travers les dettes publiques, participent à la probabilité d'une crise financière mondiale», explique François Morin. Il suffit qu'une seule de ces banques connaisse un problème de liquidité pour que l'effet domino qui sensurait jette toute l'économie mondiale par terre du jour au lendemain.

D'autre part, suite aux recapitalisations massives des banques (4.505 milliards d'euros entre 2008 et 2011 seulement en Europe), le soutien à l'activité économique et le rôle des stabilisateurs automatiques (tels que les moindres recettes fiscales et l'augmentation des dépenses publiques), les États se sont endettés et ne disposent plus de la marge nécessaire pour affronter une nouvelle crise financière. Les dettes publiques

moyennes européennes qui avoisinaient les 70 % du PIB en 2006 se situent actuellement aux environs de 110 %. Le défaut de paiement d'un État, le défaut d'une banque systémique ou un «bank run», un retrait massif des clients aux guichets d'une banque, pourraient faire éclater une crise financière majeure. Les CDS pourraient encore amplifier ce risque.

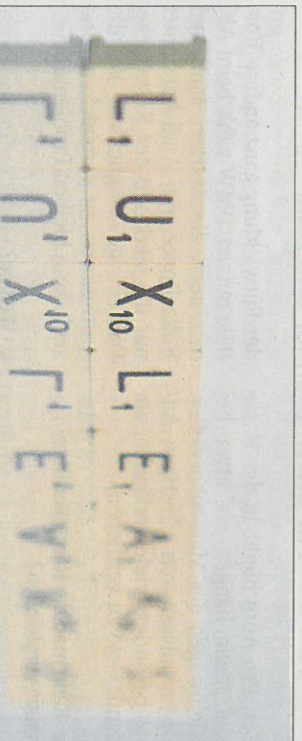
Les conséquences d'une crise financière sont malheureusement connues: blocage complet des marchés monétaires, resserrement du crédit, chute brutale de la croissance économique, développement d'un chômage de masse, associé à un repli identitaire et le recherche de «boucs émissaires».

Selon François Morin, il faut taxer les opérations financières, séparer effectivement les banques de dépôts et les banques d'investis-

sement et supprimer les produits dérivés ayant pour sous-jacent des produits financiers et notamment les CDS. Il s'agit également de redonner la main aux États en revenant sur la libéralisation de la sphère financière et en abordant la perspective d'une monnaie commune de référence avec des taux de change fixes, empêchant ainsi toute spéculation. Il faut remettre à plat le financement de l'économie mondiale avec le retour en force de la puissance publique, accompagné d'une ferme reprise en main de la création monétaire et d'une nationalisation partielle du secteur bancaire. L'économiste toulousain plaide aussi pour un nouveau «Bretton Woods» qui permettrait de revenir à des bases pérennes. Ces propositions sont connues, mais seront-elles prises en compte?

Brüssel will Steuerschlupflöcher für Konzerne schließen

Die EU-Kommission geht gegen die Gewinnverlagerung in andere EU-Länder vor



2014 war bekannt geworden, dass Luxemburg Konzerne mit Steuervorteilen ins Land gelockt und ihnen Steuern erspart hatte. (FOTO: CHRIS KARABA)

Allerdings müssen die EU-Staaten nach Anhörung des Europaparlaments noch zustimmen. Steuerfragen sind nationale Angelegenheit, deshalb ist Einstimmigkeit auf EU-Ebene nötig. Die EU-Behörde hofft, dass dadurch die Staaten nach und nach ihre Regeln anpassen. „Wir möchten hier Licht ins Dunkel bringen“, sagte EU-Wirtschaftskommissar Pierre Moscovici. „Die guten Steuerregeln

werden sich durchsetzen und die schlechten werden langsam aussterben.“ Alle drei Monate sollen die Staaten Informationen über Steuer-Vorbescheide austauschen – diese informieren bestimmte Steuerzahler darüber, wie ihr Steuersatz kalkuliert werden wird. Die Sätze sollen aber nicht veröffentlicht werden. Im vergangenen Jahr war bekannt geworden, dass Luxemburg Konzerne mit ver-

hindlichen Steuervorteilen ins Land gelockt und ihnen Steuern erspart hatte – was auf Kosten der Steuererinnahmen anderer EU-Länder geht. Die „Luxleaks“-Affäre hatte auch EU-Kommissionspräsident Jean-Claude Juncker unter Druck gesetzt, weil der Christdemokrat dort 18 Jahre lang Regierungschef war. Als Präsident der EU-Kommission hat Juncker Steuersparmodellen nun den Kampf angesagt. Weitere Initiativen gegen Steuerhinterziehung sind bereits in Arbeit.

Das EU-Parlament hatte im Februar einen Sonderausschuss eingerichtet, um die Gesetze der EU-Staaten auf Ungerechtigkeiten zu prüfen. Die Grünen kritisierten den Vorschlag als „peinlich“ und „Tropfen auf den heißen Stein“. Der Grünen-Finanzexperte Sven Giegold sagte: „Nur Mindeststeuersätze für die Gewinne von Unternehmen und eine gemeinsame, verbindliche EU-weite Bemessungsgrundlage für die Besteuerung von Unternehmen helfen gegen Steuerdumping.“ (dpa)

La vie des sociétés

Nouvelles constitutions

Polarités s.à r.l.

Siège social: 4, rue d'Arion, L-8399 Windhof
Capital social: 12.400 EUR (100 parts)

Associé: Emmanuel Pierre Lazzarri, dirigeant d'entreprise, demeurant à B-6700 Arlon

Objet: l'exploitation d'une agence matrimoniale; le courtage matrimonial ou toute activité consistant à offrir, moyennant rémunération, des rencontres entre personnes ayant pour but direct ou indirect la réalisation d'un mariage ou d'une union stable et durable, ainsi que toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations financières, commerciales et industrielles utiles à l'accomplissement ou au développement de l'objet social
Date de constitution: 03/12/2014

Brasserie du Strasbourg Orient-Express s.à r.l.

Siège social: 12-14, rue de Strasbourg, L-2560 Luxembourg
Capital social: 12.400 EUR (124 parts)

Associés: 1) Khaled Qasem, entrepreneur, demeurant à L-8436 Steinfort, 62 parts, 2) Thierry Arthand, restaurateur, demeurant à L-1143 Luxembourg, 62 parts
Objet: l'exploitation d'un débit de boissons avec restauration, ainsi que toutes les opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant à l'objet social
Date de constitution: 24/12/2014

TMT Trucks & Mashinerey s.à r.l.

Sitz: 19, route de Luxembourg, L-6333 Wasserbillig

Kapital: 12.500 EUR (100 Anteile) Gesellschaftsleiterin: Margarethe Konrad, Privatangestellte, wohnt in D-54296 Trier

Zweck: der Handel mit und die Instandsetzung von Baumaschinen und Geräten für das Baugebiet sowie jegliche kommerzielle, industrielle, mobiliare, immobilare oder finanzielle Transaktionen und Dienstleistungen, welche der Erfüllung des Gesellschaftszweckes dienen
Gründung: 17/12/2014

Dressage Grand-Ducal s.à r.l.

Siège social: Buchhelzerwisen, rue de la Forêt, L-8354 Garnich
Capital social: 25.000 EUR (250 parts)

Associé: Patrice Mourruan, administrateur de sociétés, demeurant à L-2536 Luxembourg

Objet: le commerce de chevaux de dressage de compétition, la mise en valeur et le dressage de ces chevaux, ainsi que toutes opérations ayant un rapport direct ou indirect avec l'objet social
Date de constitution: 17/12/2014

ERP com s.à r.l.

Siège social: 40-42, rue du Fossé, L-4303 Esch-sur-Alzette
Capital social: 12.500 EUR (100 parts)

Associés: 1) Alain Ryckebusch, ingénieur, demeurant à L-4303 Esch-sur-Alzette, 80 parts,

2) Christine Hännigque, ingénieur, demeurant à L-4303 Esch-sur-Alzette, 20 parts

Objet: l'étude ou l'audit et la réalisation d'ensemble de solutions (électricité, mécanique, automatisés, informatique, télécoms)
Date de constitution: 30/12/2015